

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89 rue Weber  
CS 52002  
30900 Nîmes Cedex 2

Nîmes, le 06/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LES CALCAIRES DU GARD**

au lieu-dit "Bois de Saint Laurent"

30330 ST LAURENT LA VERNEDE

Références :

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2022 dans l'établissement LES CALCAIRES DU GARD implanté au lieu-dit "Bois de Saint Laurent" 30330 ST LAURENT LA VERNEDE. L'inspection a été annoncée le 25/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée sur la thématique de la surveillance environnementale.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LES CALCAIRES DU GARD
- Bois de Saint Laurent 30330 ST LAURENT LA VERNEDE
- Code AIOT dans GUN : 0006605368
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière exploite des calcaires destinés au marché du BTP principalement local. L'autorisation d'exploiter à la société CALCAIRES DU GARD ayant été récemment délivrée, elle débute l'exploitation du site avec notamment des installations récentes et une montée en charge des volumes extraits

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Surveillance Environnementale et gestion des poussières
- Gestion des Eaux
- Tirs d'explosifs, en lien avec l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2017

- Plans de la carrière

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'exploitant s'assure de disposer de l'exhaustivité des documents réalisés au cours d'un tir, notamment les bilans des opérations de foration qui doivent mentionner les conditions de réalisation des trous (présence d'argile, présence de zones karstiques, dispositions et préconisations de chargement des explosifs, etc).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 1.3.1.	/	Sans objet
Prévention de la pollution Atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 3.1.4	/	Sans objet
Prévention de la pollution Atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 2.1.1.7	/	Sans objet
Gestion des Eaux	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 4.5	/	Sans objet
Fiches de données de Sécurité	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 7.1.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a relevé 6 constats susceptibles de suites, qui n'engagent pas la sécurité du site ou ne présentent pas un risque important et imminent pour les intérêts du L.511-1 du code de l'environnement, pour lesquels un délai de 2 mois a été fixé pour y apporter les éléments de réponse.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Nature des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 1.3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Classement ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées : 2515-a régime Autorisation Puissance 1300 kW 2517-1 régime Autorisation Surface de stockage 110 000 m <sup>2</sup>
<b>Constats :</b> Dans le cadre des droits acquis lié à l'évolution de la nomenclature ICPE, l'exploitant adresse les éléments pour mettre à jour le classement ICPE de la carrière concernant les rubriques 2515 et 2517 qui relèvent du régime de l'enregistrement avec les installations présentes au sein de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle :** Prévention de la pollution Atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 3.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions particulières
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre différentes mesures afin de limiter les émissions à la source et l'envol de poussières : <ul style="list-style-type: none"><li>- la limitation de la vitesse à 30 km/h sur la totalité du site,</li><li>- un dispositif d'arrosage automatique composé d'un réseau d'asperseurs fixes répartis sur toute la zone de traitement et de stockage qui sera piloté par un programmeur,</li><li>- une voie de sortie et un parcours commercial interne revêtus d'enrobés empêchant tout soulèvement de poussières sur un linéaire de 300 m environ et tout dépôt de poussières au delà sur la voirie publique,</li><li>- un portique d'arrosage placé entre le pont bascule et la voie de sortie revêtue d'enrobés pour asperger le chargement des bennes et humidifier les matériaux (de plus, les bennes des camions chargés de sable seront bâchées),</li><li>- un dispositif d'arrosage mobile composé d'un camion citerne d'eau (présent en permanence sur le site) pour asperger la piste principale entre la zone de traitement et la carrière et les pistes secondaires sur le carreau ainsi que les gradins d'exploitation,</li><li>- un dispositif d'abattage des poussières par aspiration/filtration sur la foreuse,</li><li>- un dispositif d'abattage des poussières par bardage et aspiration/filtration sur les installations de criblage-concassage secondaire et tertiaire ; le dispositif d'aspiration/filtration comprendra un filtre à manches avec décolmatage automatique des fines de dépoussiérage (ces fillers seront stockés dans un silo avant réutilisation dans les installations de traitement pour la fabrication de granulats),</li><li>- un dispositif d'abattage des poussières par pulvérisation d'eau sur la trémie d'alimentation, les cribles, les concasseurs, les convoyeurs transportant des matériaux concassés pulvérulents et les points de jetées des matériaux,</li><li>- des goulottes de rejet en sortie de convoyeurs des matériaux fins,</li><li>- des capotages de cribles et de convoyeurs,</li><li>- le stockage des sables en silos,</li><li>- un filtre à manches sur l'évent de mise à l'air libre du silo de stockage de la chaux.</li></ul>
<b>Constats :</b> 1- L'exploitant ne met pas en oeuvre les dispositions relatives à l'abattage des poussières par pulvérisation d'eau sur les trémie d'alimentation, cribles, concasseurs , convoyeurs visé à l'article 3.1.4 de l'arrêté préfectoral.  2- concernant l'arrosage des pistes, l'exploitant n'a pas établi de consigne pour la réalisation de cette opération, par ailleurs connue par les opérateurs en charge de la réaliser. Un suivi de la réalisation effective de l'arrosage doit également être mis en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution Atmosphérique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 2.1.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Voies et aires de circulation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les produits pulvérulents sont transportés dans des citernes. Pour le transport des autres produits susceptibles d'engendrer des émissions de poussières, le chargement doit recevoir un arrosage adéquat avant sa sortie de la carrière, et le véhicule doit être bâché. L'exploitant vérifiera par ailleurs, dans le cas de produits susceptibles de se répandre sur la chaussée, que le chargement est en dessous du niveau des ridelles et que la porte arrière des bennes est convenablement fermée.
<b>Constats :</b> Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté qu'un des camions quittant le site est parti sans réaliser l'opération de bachage de sa remorque.  L'exploitant met en place les dispositions nécessaires pour l'application de cette prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Gestion des Eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autres dispositions
<b>Prescription contrôlée :</b> [..] Afin de limiter l'impact de l'exploitation sur la qualité des Eaux souterraines, les mesures de protection proposées dans l'étude hydrogéologique BERGA SUD du 18 janvier 2011 complétées par la note hydrogéologique complémentaire du 22 novembre 2016 seront mises en oeuvre: [..] - ravitaillement et entretien des engins uniquement sur les aires étanches équipées d'un caniveau de collecte, relié à un système de séparation des hydrocarbures, [..]
<b>Constats :</b> L'exploitant justifie de la date d'installation du système débourbeur-déshuileur et adresse si elle est supérieure à 1 an, le bilan de l'opération de curage du système incluant copie du BSDD associé.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Fiches de données de Sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 7.1.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Etat des stocks des produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité (FDS). L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas sur son site des FDS concernant les explosifs utilisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites